

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 117 (1972)
Heft: 7

Artikel: Entre guerre et paix : les discussions "SALT" et la compétition des deux grands
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343797>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entre guerre et paix les discussions « SALT » et la compétition des deux Grands

Les entretiens « SALT »¹ — pour une réduction des armements nucléaires — se sont poursuivis jusqu'à ce jour sans succès notable. Et pourtant ces rencontres entre les deux Grands se situent à un tout autre niveau que les vaines discussions des « 25 » de Genève, sur le désarmement général, et dont la représentante de la Suède a pu dire à juste titre: « En termes concrets, le résultat de nos efforts de dix ans est sensiblement nul .»

Certes, nous assistons dès maintenant au crépuscule de l'ancienne dyarchie soviéto-américaine qui, hier encore, dominait notre destin. Et déjà s'ébauche sous nos yeux un monde multipolaire dans lequel notamment une certaine « Europe » aura un rôle primordial à jouer. Il n'en demeure pas moins que les actuels super-Grands, même dans l'univers de nos petits-fils, constitueront toujours deux piliers essentiels du nouvel équilibre en perspective.

Dans ces conditions, il peut être indiqué de s'interroger sur les motivations soviétiques et américaines dans le dialogue en cours et de procéder à une sorte de bilan des moyens du moment de part et d'autre, d'évoquer cette compétition qui s'établit entre les deux parties, parallèlement aux entretiens. Car chacune d'elles entend traiter en position de force.

* * *

LES MOTIVATIONS DES DEUX GRANDS

Le grand responsable de la défense américaine, M. Laird, a déclaré récemment que les armements nucléaires étaient parvenus à une sorte de « croisée des chemins », pour laquelle il recommandait aussi bien la détente que la prudence. Il a profité d'ailleurs de cette constatation pour faire valoir l'urgence de la construction d'un troisième site de l'organisation ABM américaine et pour réclamer l'adoption généralisée de MIRV (tête nucléaire multiple), dont l'emploi accroîtra sensiblement l'efficacité atomique des USA.

¹ Cet article était composé lorsque furent signés les accords SALT de Moscou. Il garde cependant toute actualité, car il a le mérite de placer le problème dans sa véritable optique. (Rédaction).

Mais les experts de Washington se réfèrent constamment, dans leurs propositions, soit aux « intentions », soit aux « possibilités » de l'adversaire éventuel, l'Union Soviétique. Car l'armement américain doit toujours être conçu en fonction de la « menace » du moment.

Mais celle-ci est présentée différemment par les deux « écoles ». Celle des « intentions » scrute toujours l'opinion de l'ennemi potentiel et, à ce point de vue, trois hypothèses sont envisagées essentiellement par ces spécialistes :

Première hypothèse :

Sous la pression d'une certaine classe dirigeante, l'*Union Soviétique renforce son potentiel militaire — nucléaire et naval surtout — afin de surclasser les Etats-Unis.*

Deuxième hypothèse :

Elle veut se doter d'une *puissance de « frappe en premier » — first strike force — capable d'anéantir une partie importante de la force de destruction américaine.*

Mais ce potentiel de la terreur serait, selon certains auteurs, essentiellement un moyen de pression russe dans les discussions internationales.

Troisième hypothèse :

L'URSS renforce surtout ses moyens en missiles afin de pouvoir « limiter les dégâts » au cas où, en dépit des efforts de dissuasion soviétiques, la guerre éclaterait.

Telles sont les thèses de départ des partisans de l'école américaine des « intentions de l'ennemi ». Ceux d'entre eux qui jouent les deux premières hypothèses préconisent un rattrapage des Russes dans les domaines où ceux-ci ont déjà marqué une avance sur les moyens américains. En particulier, ils réclament une rénovation de la Navy, largement dépassée par la marine soviétique dans le processus de la modernisation. En outre, ils poussent à l'emploi intensif de la tête MIRV, grâce à laquelle plus de 5000 engins à trajectoires très différentes seraient en mesure d'intervenir en territoire soviétique, alors que les Russes, en dépit de leurs efforts récents, restent au-dessous d'une telle possibilité. Par contre, les experts américains qui prônent la troisième hypothèse insistent plus particulièrement sur les engins nucléaires offensifs, afin que les Russes soient incapables de s'opposer efficacement aux moyens USA. Mais, selon d'autres auteurs — et c'est là notamment l'opinion de l'amiral Moorer, chef de l'Etat-Major interarmées — Joint Chiefs of Staff — il serait aventuré de

se baser sur les « intentions » du potentiel adversaire et il est donc plus logique de se référer à ses « possibilités » réelles. Car, disent-ils, un pays ne peut faire que la stratégie de ses moyens. Dans ces conditions, l'ennemi ne peut formuler ses intentions qu'en fonction de ses armes du moment.

Ces spécialistes mettent en avant surtout les quelque 500 engins SS 9 que pourrait posséder l'URSS dès 1975 et qui, selon les estimations de certains experts, seraient en mesure de détruire plus de 90% des installations de missiles intercontinentaux USA, si toutefois la protection de ces derniers n'est pas profondément renforcée.

Telles sont — en dépit de la réduction des effectifs que réclame avec vigueur l'opinion — les vues des responsables de la défense américaine. Et les thèses de ces derniers ont des chances d'aboutir, car elles préconisent un minimum d'hommes, mais munis d'une puissance de feu exceptionnelle.

Il convient de remarquer d'ailleurs que les Soviétiques sont déjà acquis à une telle formule. Leurs divisions d'infanterie ne comprennent que 10 500 hommes (contre 16 000 dans les formations américaines), leurs divisions blindées 8400 (contre 16 500). En renonçant à un certain confort, non indispensable à la guerre, les forces USA pourraient de même, incontestablement réduire, d'une manière générale, leur tranche divisionnaire, c'est-à-dire le nombre d'hommes mis en œuvre à tous les échelons en fonction du nombre de divisions.

Dans ces conditions, les forces armées USA seraient bien susceptibles de constituer ces éléments relativement faibles en effectifs, mais dotés de moyens de feu maximaux et des plus modernes. Elles seraient alors constamment en mesure d'intervenir instantanément sur n'importe quel point du globe. A condition, bien entendu, d'être munies de moyens de transport adéquats, qui n'existent qu'en nombre insuffisant actuellement. Car la situation du moment à ce point de vue est loin d'être satisfaisante.

A vrai dire, un grand programme d'armement n'est pas inconcevable aux Etats-Unis, où il intéresserait une large fraction de l'industrie. Le pays, bien renseigné, admettrait volontiers ces dépenses, du moment que le personnel militaire en cause serait professionnel. Car l'opinion est opposée à la conscription.

Il y a là un heureux compromis à réaliser entre cette hostilité au service obligatoire et une possible approbation d'un armement accru, facilement admis par une opinion bien informée.

Bien entendu, il faudra compter aussi avec une certaine opposition, au Sénat notamment, où de nombreux parlementaires pratiquent la critique systématique des dépenses militaires, souvent dans un but électoral. Mais il convient de souligner le fait que la théorie de la « suffisance » est moins répandue qu'elle ne l'était il y a quelques années. Elle consistait à dire qu'au-delà d'un certain niveau d'armement nucléaire un surplus de moyens n'apporterait aucune force supplémentaire. Et ce raisonnement avait électoralement l'avantage d'admettre une supériorité russe éventuelle, du moment que l'arsenal national permettait une sensible destruction des cités et moyens de défense adverses. Actuellement, l'Américain moyen ne croit plus à cette théorie. D'une part, l'argument financier semble jouer moins dans l'opinion publique, vexée sans doute de voir la grande Amérique dépassée par le potentiel militaire russe. Car le citoyen des USA ne veut pas avoir l'impression d'appartenir à un pays passé au deuxième rang.

Et finalement, dans cette guerre froide que n'exclut pas notre « absence de guerre » du moment, il s'établit constamment une sorte de course au meilleur matériel militaire. Elle ressemble à un jeu d'échecs dans lequel, à chaque progression de « l'autre », on pratique une contre-mesure. Or, il est difficile de déceler avec certitude la partie qu'entend mener l'adversaire. D'où des marges de sécurité dans les répliques aux avances ennemies.

Et le jeu ne s'arrête pas là. Car, faute de connaître très exactement le bilan de l'adversaire à un moment donné, on tient compte de sa propre possibilité. Et, plus on arme, et plus on a humainement tendance à exagérer, inconsciemment ou pour les besoins de la cause, la « menace » du moment.

Tout au contraire, moins on arme et plus on a tendance à négliger ce danger que représente l'adversaire. C'était là le comportement général aux Etats-Unis, il y a peu de temps encore, et auquel l'exagération des possibilités de transport aérien — pour des renforts à acheminer en Europe en cas de conflit — ainsi que la théorie de la « suffisance », servaient en quelque sorte de justification à un effort militaire ralenti.

Finalement, le surarmement soviétique a quelque peu alarmé les experts américains. Et, par voie de conséquence, une nouvelle course aux armements pouvait s'ébaucher entre les deux Grands. Mais, par ailleurs, les préparatifs russes coûtent fort cher aux Soviétiques. Ceux-ci ont donc

cherché un autre moyen de maintenir ce rapport des forces qu'ils ont tenté de réaliser à leur avantage. D'où leur spectaculaire proposition de mai 1970 à Tbilissi, où, au cours d'une émission télévisée, Brejnev, l'homme du coup de Prague, offrait à l'Ouest l'ouverture de conversations pour une limitation « mutuelle et équilibrée » des armements en Europe centrale.

En fait, ce que voulait le chef soviétique, c'était une fixation d'une certaine situation, dans laquelle les Russes conservaient leurs avantages du moment, gelés en quelque sorte par la convention escomptée.

Mais quel est au juste ce rapport des forces qui servira de référence pour les pourparlers tant entre les deux Grands — c'est-à-dire essentiellement les entretiens SALT — et les conférences MBFR, envisagées pour la réduction générale des forces en Europe centrale?

LE RAPPORT DES FORCES ET LES DIALOGUES EN COURS

Un bilan exact en la matière est difficile à établir. Car, ni les objectifs poursuivis de part et d'autre, ni les potentiels du moment ou en gestation ne sont absolument identiques. Les comparaisons sont donc ici particulièrement délicates.

Toutefois, quelques idées générales s'imposent aux deux parties. Et notamment l'idée d'une capacité de « frappe en second » — second strike capability. Car, pour les Russes comme pour les Américains, il s'agit de garantir la « survie » après l'épreuve du coup initial.

Diverses mesures peuvent être envisagées à cette fin :

- la réalisation d'une *moindre vulnérabilité des gros bombardiers*,
- l'accroissement du *nombre d'engins à support naval*, sous-marin de préférence,
- le renforcement, le « *durcissement* » — hardening — *des installations de lancement* de missiles.

Dans ce dernier domaine, les Soviétiques sont incontestablement défavorisés. Car, contrairement aux « Minuteman » américains, les engins intercontinentaux russes sont trop grands pour être logés dans des silos et leur carburant liquide rendrait difficile, pour ces armes, une alerte permanente.

Aussi, par précaution, les Soviétiques maintiennent leurs têtes nucléaires à presque 80 km des organisations de lancement. Et ce n'est

que tout récemment qu'ils semblent avoir construit des missiles intercontinentaux d'un modèle non géant.

Les investigations américains — par U2 d'abord, puis par satellites de reconnaissance — ont montré que les rampes de lancement russes étaient installées le long du Transsibérien. En effet, les engins aussi bien que le carburant et les pièces accessoires étaient tributaires de la voie ferrée. Mais des rampes mobiles doivent bientôt remplacer, semble-t-il, les installations fixes.

En outre, le nombre des engins soviétiques sur support sous-marin a été considérablement accru. Il atteignait déjà en 1971 le chiffre de 440, sur 61 submersibles. Et le programme accéléré des Russes porte sur une dizaine de sous-marins lance-engins par an, et le nombre de submersibles atomiques est en voie de dépasser les 41 unités de ce type de la Navy américaine.

En somme, en dépit des pourparlers sur le désarmement, la course aux armements se poursuit en Russie. Comme si les hommes de Moscou voulaient être en bonne position pour négocier utilement une réduction « proportionnelle » des moyens militaires, sur la base d'une situation du moment favorable. Celle-ci existe, nous l'avons déjà constaté, pour les engins SS 9, dont chacun représente, dit-on, le pouvoir destructeur de 8 missiles Minuteman.

Mais le même phénomène, bien que sous des formes différentes, se présente du côté américain. Ici, c'est la qualité qui prime. Elle est réalisée, pour les missiles intercontinentaux, par l'adoption de la tête nucléaire multiple (MIRV). Le total des charges semble maintenant atteindre le nombre de 5700, alors que les Russes ne mettent en œuvre actuellement que la moitié de cette quantité. En somme, par un perfectionnement remarquable, les USA restent en tête dans le domaine considéré, tout en craignant l'efficacité des SS 9, susceptible cependant d'être réduite par une meilleure protection des installations de lancement américaines.

Une autre progression des Etats-Unis est marquée par le développement du système ULMS (Underwater Long Range Missile System). Il s'agit là de sous-marins d'un type supérieur, capables de lancer, des bases de lancement sous-marins près des côtes nationales, des engins intercontinentaux à plus de 10 000 km. Le premier submersible de ce type doit être opérationnel dès 1978. Il ne semble pas que les Soviétiques puissent lui opposer, dans un avenir prévisible, une unité comparable.

Et M. Laird, le ministre américain de la Défense, vient de déclarer que ce fantastique programme est « bien parti ».

Par ailleurs, des plans comparables doivent s'appliquer aux forces aériennes USA.

La compétition se poursuit donc entre les deux Grands. Parallèlement aux dialogues russo-américains, il convient d'ailleurs de remarquer que les Soviétiques — si nous en croyons les auteurs du fameux « Programme de Leningrad » — ne préparent pas « la guerre », mais se préparent « à la guerre », afin d'être capables de la conduire efficacement si elle éclatait, mais aussi pour avoir cette base de départ avantageuse qui permette de négocier en position de force.

Dans ces conditions, que deviennent les pourparlers en cours? A quel résultat — si possible spectaculaire — peuvent s'attendre les deux parties, les Russes tant pour réduire les coûts qu'en vue d'un succès politique qui leur serait si utile sur le plan international, le président Nixon dans la perspective des prochaines élections?

Un accord imminent ne semble pas exclu et le chef d'Etat américain pourrait l'obtenir lors de son passage à Moscou, qui fera pendant au voyage à Pékin. Il envisage, dit-on, un accord intérimaire portant sur le nombre total de vecteurs terrestres. Ce que voudrait Washington, c'est une diminution des fameux SS 9. Or, c'est là précisément l'élément de supériorité des Russes. Ceux-ci, apparemment, n'accepteront tout au plus qu'une égalité de part et d'autre. Ils ont fait ici une progression notable et ils ne consentiront qu'à un « gel » au niveau actuel.

Les Américains, pour leur part, peuvent évidemment accepter une fixation numérique du nombre d'engins. Ils espèrent trouver une solution à la recherche de leur supériorité en portant leur effort sur une amélioration qualitative de leurs moyens: le MIRV et le système ULMS vont en ce sens.

En bref, chez les deux Grands, la négociation va de pair avec la compétition, celle-ci portant, suivant les phases, sur le nombre ou sur le perfectionnement technique, sur l'efficacité accrue des diverses armes réalisées. Mais, dans cette lutte, l'objectif c'est l'élimination de la puissance de frappe en second de l'adversaire et le maintien de la sienne propre.

A vrai dire, une telle politique est difficilement réalisable. Et M. McNamara a pu dire avec justesse: « Il sera pratiquement difficile de

détruire une portion suffisante des forces nucléaires soviétiques pour prévenir tout dommage fatal aux Etats-Unis, quel que puisse être le genre de forces stratégiques réalisées par nous... Et nous ne disposons d'aucun moyen de détruire en même temps les sous-marins lance-engins ennemis... »

Il en va de même pour les Soviétiques. Alors ?

Cet état d'impossibilité, de part et d'autre, se traduit, pour les Russes comme pour les Américains, par ce fait : incapable d'assurer la destruction du potentiel nucléaire adverse, chacun des deux Grands sera cependant préoccupé de se mettre en mesure d'infliger du moins, le cas échéant, le maximum de dégâts à son ennemi éventuel.

D'où quatre conséquences importantes :

- 1^o *Le caractère inadéquat des attaques « anti-cités »*. La population n'aura à craindre, dans ces conditions, que les retombées des entreprises nucléaires « anti-forces ».
- 2^o *La dévalorisation des attaques préemptives*, puisque celles-ci laissent à l'adversaire une capacité suffisante pour infliger au « frappeur en premier » des dégâts catastrophiques.
- 3^o *L'importance des armes sur support sous-marin*, car elles échappent largement aux coups adverses.
- 4^o *L'opportunité d'une course à la suprématie militaire* dans tous les domaines, avant la solution SALT, à concrétiser dans un accord.

Ces constatations expliquent largement le comportement des deux pays, tel qu'il nous est apparu au cours de notre étude. Elles justifient aussi la réduction, dans les deux camps, du nombre des bombardiers stratégiques. Ici, comme d'une manière générale dans le monde d'aujourd'hui, la machine — en l'occurrence, l'engin, bientôt spatial — tend à remplacer l'homme ou du moins à se mettre à son service. Dans l'immédiat, cette évolution concerne surtout le missile porté sur sous-marin et lancé à grande distance. Le système ULMS constitue donc à ce point de vue la formule la plus moderne du feu du ciel dérobé par l'homme de l'âge technique.

Mais cette poussée « offensive » ne condamne nullement — en l'état actuel des choses du moins — les organisations de missiles antimissiles. Tout simplement il y aurait sans doute intérêt à les développer sous leur

concrétisation navale. Car, de la sorte, le territoire national serait à l'abri des attaques et réactions « anti-forces » ennemies.

Russes comme Américains pratiquent donc le perfectionnement de leur arsenal nucléaire, offensif et défensif. Et, à travers les deux efforts, s'exprime l'aspect moderne de l'éternelle lutte entre le boulet et la cuirasse. Elle s'exprime, dans le jargon désormais consacré, par les deux termes consacrés: « destruction capability » et « damage limitation capability », c'est-à-dire une force (offensive) de destruction et une « force de limitation des dégâts », en cas d'attaque à subir.

Mais, en l'état actuel des moyens des deux catégories, de part et d'autre, les experts américains estiment qu'en cas de conflit avec recours à l'arme majeure, il y aurait lieu de prévoir, pour une frappe « en premier », 40 à 60 millions de morts aux USA et 60 à 80 en URSS...

Alors, ne vaudrait-il pas mieux procéder à une réduction « mutuelle et équilibrée » des forces? De part et d'autre, le nombre des partisans d'un accord sur ce point s'accroît constamment. Mais, dans les deux camps, l'on redoute toujours une imprévue « percée » technologique de « l'autre ». Ce risque en réalité joue, semble-t-il, surtout contre les Soviétiques. Car la recherche américaine est générale, alors qu'en URSS elle est très spécialisée, enfermée dans quelques domaines particuliers, où les succès spectaculaires de la technique rouge ne doivent pas nous induire en erreur.

* * *

Que conclure de ce qui précède? D'abord qu'un certain accord SALT n'est pas exclu pour un proche avenir. Car il répond à un genre de succès qui servirait si bien les Russes sur le plan international du moment. Et il aiderait aussi, incontestablement, le président Nixon, déjà en pleine période électorale.

En attendant, il est réconfortant de voir les deux Grands « parler », plutôt que de s'adonner constamment au jeu d'épingle exclusif que constitue une guerre froide sans tempérament. Pour la Russie, ces conversations sont en quelque sorte une survivance de l'ancienne dyarchie soviéto-américaine, parvenue à son terme. Elles sont particulièrement précieuses pour les hommes de Moscou, à un moment où, en dépit de certaines « percées » russes, malgré une présence militaire accrue grâce à une marine rénovée, qui croise sur tous les océans — le prestige de l'URSS est

en voie de détérioration sur tous les continents. Il y a là un correctif au rapprochement sino-américain, au développement d'une certaine Europe, appelée à jouer un rôle de premier ordre dans cette probable pentarchie, dans laquelle l'Union Soviétique ne sera plus que l'un des piliers d'un équilibre nouveau, basé sur l'Amérique, l'Europe, la Chine, le Japon et le grand Etat rouge lui-même, mais qui ne sera plus l'exclusif interlocuteur égal des USA.

En fait, si les Etats-Unis — de Yalta à Pékin — ont poursuivi une longue et profonde évolution, la Russie, elle aussi, a parcouru, en peu de temps, le chemin étonnant qui l'a conduite de Prague — c'est-à-dire du coup de force — à Tbilissi, donc à l'« ouverture ». Les conversations envisagées dépassent, par leur portée, leur théorique objectif: une réduction des armements, qui serait d'ailleurs — si elle était bien conduite — dans l'intérêt de tous les participants.

Dans ces conditions, les entretiens SALT, comme les négociations MBFR, ne représentent, en dernière analyse, qu'une reconversion nécessaire de la Russie de 1972. Car celle-ci ne peut plus apparaître comme la Mecque du monde communiste, et elle n'est déjà plus l'unique interlocuteur valable de la première puissance mondiale. Elle cherche donc, tout logiquement, à s'adapter à une profonde transformation d'un univers où, selon la parole du grand Bouddha, « rien n'est permanent, si ce n'est le changement »...

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER

